



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso

FINANCES PUBLIQUES

La discipline budgétaire s'impose

Au cours de la présentation, devant les deux chambres du parlement les 6 et 7 septembre, de l'orientation et des objectifs budgétaires, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé la nécessité pour son gouvernement de

s'imposer la discipline budgétaire et d'améliorer la gouvernance financière. « Le gouvernement fait le choix de la poursuite d'une politique budgétaire prudente en vue de rétablir les équilibres macroéconomiques et d'assu-

rer les bases d'une relance solide de notre économie. C'est l'orientation budgétaire sur laquelle les dépenses publiques seront alignées pour les trois prochaines années », a-t-il déclaré.

Page 3

FRANCE-CONGO

Des protocoles d'entente pour des partenariats public-privé

En marge de la conférence internationale initiée par le Mouvement des entreprises de France fin août dernier, à Paris, quatre protocoles d'entente et une convention de partenariat ont été signés par le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso,

et des chefs d'entreprises françaises et étrangères. Ces contrats visent à renforcer les partenariats public-privé entre le Congo, ses partenaires nationaux et internationaux, dans les secteurs des mines, de la santé, de l'agro-alimentaire, de l'import-export et de l'énergie.

Page 2



La signature du protocole d'entente entre le ministre de la Coopération internationale et le directeur général délégué de Geocoton Advens

SCIENCES

Protéger l'environnement par l'élimination des déchets d'hydrocarbures

La ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, a effectué une descente au bio-centre Marino-Raimondi de Green services à Pointe-Noire pour s'assurer du bon traitement des déchets d'hydrocarbures.

Ce centre est spécialisé dans le traitement des boues de forage pétrolier. La technique utilisée évite les enfouissements et les incinérations. Les boues hydrocarbonées sont détruites par un procédé qui les rend complètement dépolluées puis transformées en fertilisants biologiques et efficaces.

Page 16



Explication de la procédure de gestion des déchets d'hydrocarbures

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2022

Le Sénégal bat le Congo 3-1

EDITORIAL

Protection

Page 2

ÉDITORIAL

Protection

Regardons la vérité en face et tirons des tristes événements que vivent plusieurs de nos voisins la leçon qui s'impose. Une leçon que l'on peut ainsi résumer : comme nous avons réussi à asseoir notre jeune démocratie sur des bases solides, faisons tout individuellement et collectivement pour la protéger, la consolider, la mettre à l'abri des multiples menaces que génèrent les extrémismes de toute nature dont les sociétés modernes sont la cible.

Ce qui se passe aujourd'hui en Guinée, en Centrafrique, dans le nord du Cameroun, dans l'est de notre sœur la République démocratique du Congo et, plus loin de nous sur le continent, au Mali, au Niger, au Tchad, en Libye, en Ethiopie prouve à quel point la paix d'un pays, d'un peuple, d'une nation repose sur la volonté collective de ses citoyens de vivre ensemble sans se déchirer et de construire un avenir commun dont chacun, chacune profitera.

Ayant vécu à plusieurs reprises dans le passé les effets dévastateurs que provoquaient les ambitions politiques et la quête du pouvoir, nous sommes bien, très bien placés pour poursuivre sur la voie pacifique que nous avons empruntée dès les premiers jours de ce nouveau millénaire. Mais ceci à la condition, d'une part, de protéger nos institutions contre les tentatives de déstabilisation qui, hélas !, sont bien réelles et, d'autre part, de mettre tout en œuvre pour assainir la gouvernance publique, favoriser le travail et l'emploi, former les nouvelles générations, mettre en valeur sans les dégrader nos ressources naturelles, poursuivre les grands travaux d'infrastructure qui font de notre Congo une voie de passage continentale incontournable.

Alors que s'approchent les élections nationales et locales qui marqueront chez nous l'année 2022, rien n'est plus important que de rappeler à celles et ceux qui vont briguer le soutien des électeurs combien est importante, essentielle même, la protection du système démocratique dans lequel nous vivons. Une réalité très concrète dont les tragédies que vivent ou vont vivre nombre de pays africains donnent la juste mesure.

Préservez donc les acquis du passé et faisons en sorte que le capital collectif que nous avons su bâtir profite à tous.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Des protocoles d'entente pour renforcer les partenariats public-privé

Quatre protocoles d'entente et une convention de partenariat ont été signés par le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, et des chefs d'entreprises françaises, étrangères et d'une société congolaise, en marge de la conférence internationale initiée par le Mouvement des entreprises de France (Medef), en fin août dernier, à Paris.



La signature du protocole d'entente entre le ministre de la Coopération internationale et le directeur général délégué de Geocoton Advens/DR

Les protocoles signés visent à renforcer les partenariats public-privé entre le Congo, ses partenaires nationaux et internationaux, dans les secteurs aurifère, de la santé, de l'agro-alimentaire, de l'import-export et de l'énergie.

Prélude à un partenariat public-privé portant sur la structuration, l'organisation et l'exploitation des réserves de métaux et minéraux industriels, le protocole d'entente établi entre le Congo et la société Sopex Consulting a pour objectifs la réglementation, la normalisation et l'augmentation de la production dans le secteur aurifère congolais.

Dans la même optique, il naîtra de l'accord signé entre le ministre congolais et la société américaine Authentix un centre permettant d'authentifier, tracer et certifier des produits d'importation et d'exportation. Ce der-

nier aidera le Congo à assurer la traçabilité de ce qui entre et sort du pays, afin de pouvoir apporter un gage de qualité tant en termes d'import que d'export.

La distribution prochaine des kits d'énergie solaire aux ménages congolais fait également partie des retombées des discussions que le ministre a eues avec les dirigeants du groupe Geocoton Advens. Le protocole établi marque le premier pas vers la création d'un partenariat qui va permettre de mettre à la disposition des Congolais des solutions d'électrification individuelles, faciles à installer.

Aussi, un partenariat a été conclu pour renforcer les capacités de test PCR du laboratoire national du Congo et soutenir les efforts déjà entrepris par le gouvernement afin de lutter contre la covid-19. Ce dernier sera mis en œuvre par Enverque GmbH, un

groupe allemand évoluant dans le domaine de la santé. Ladite entreprise va aider le Congo à augmenter sa capacité qui est actuellement de 2 000 tests par jour afin d'atteindre les 8 000, voire 13 000 tests journaliers pour la détection du SARS-CoV-2.

Par ailleurs, une convention de partenariat a été signée entre le ministère en charge de la Promotion du partenariat public-privé, la société Eco Oil SA, le Club PPP MedAfrique de Paris et le Centre de prospective pour le développement. Ce partenariat vise plusieurs objectifs, notamment la création du club des partenariats public-privé de Brazzaville ; la réalisation des actions d'intérêt commun des signataires et la concrétisation des engagements issus des conclusions du « Symposium sur les partenariats public-privé » au Congo.

Durly Emilia Gankama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARLEMENT

Le gouvernement présente le cadrage budgétaire à moyen terme

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présenté, les 6 et 7 septembre, devant les deux chambres du Parlement, l'orientation et les objectifs du gouvernement dans le cadrage budgétaire à moyen terme 2022-2024.

Le chef du gouvernement a rappelé, dans sa présentation, la nécessité de maintenir la discipline budgétaire et d'améliorer la gouvernance des finances publiques. Ceci suite aux vulnérabilités de l'économie nationale et des finances publiques. « *Le gouvernement fait le choix de la poursuite d'une politique budgétaire prudente en vue de rétablir, d'abord, les équilibres macroéconomiques et, ensuite, assurer les bases d'une relance solide de notre économie. C'est l'orientation budgétaire sur laquelle les dépenses seront alignées pour les trois prochaines années* », a déclaré Anatole Collinet Makosso.

Dans cette perspective, le cadrage budgétaire à moyen terme 2022-2024 s'appuiera sur l'exécution d'un programme économique et financier avec le Fonds monétaire international; le soutien aux secteurs sociaux; la mise en œuvre des réformes économiques et administratives, en particulier celles visant l'amélioration du climat des affaires; l'accélération de la diversification économique.

Selon lui, la politique budgétaire du gouvernement, au cours de la période 2022-2024, sera axée, en matière de recettes, sur la poursuite de la modernisation des administrations des impôts et des douanes; l'instauration d'une politique fiscale incitative pour les acteurs économiques; la rationalisation des dépenses fiscales.

En matière de dépenses, elle reposera sur l'efficacité et l'effi-



Les députés/DR

cience de la dépense publique, alors qu'en matière d'endettement, la politique budgétaire sera axée sur le rétablissement de la viabilité et de la soutenabilité de la dette publique.

« *Le cadre budgétaire à moyen terme 2022-2024 présenté a été bâti sur les hypothèses issues des analyses des facteurs susceptibles d'influencer à terme la croissance. Les projections de l'activité économique, sur les trois prochaines années, révèlent une sortie de récession économique et affichent le signal que nous entrons dans une phase de croissance économique durable* », a annoncé Anatole Collinet Makosso, précisant que dans ce cadrage, une progression moyenne de 3,6 % du Produit intérieur brut (PIB) sera observée.

En effet, les dépenses budgétaires de l'Etat, sur les trois exercices à venir, prévoient une aug-

mentation des dépenses liées aux secteurs sociaux et aux investissements ainsi qu'une stabilisation des dépenses dans les autres secteurs.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement poursuivra, a indiqué le Premier ministre, l'effort d'assainissement des finances publiques, en s'appuyant sur une meilleure mobilisation et sécurisation des ressources internes et l'amélioration de la qualité de la dépense publique.

Des recommandations des députés

Ainsi, le gouvernement s'est engagé à veiller sur sa capacité à améliorer les performances du secteur hors pétrole, telle que préconisé dans le Plan national de développement en cours d'élaboration. Le solde budgétaire global excédentaire, dons inclus, représenterait en moyenne 2,9

% du PIB, la dette publique représenterait en moyenne un taux de 51,7 % du PIB et se situerait ainsi en-dessous de la norme communautaire de 70 %. « *Pour atteindre ce niveau, le gouvernement a également relancé les négociations avec les partenaires bilatéraux et les créanciers commerciaux afin de bénéficier des nouvelles conditions favorables et poursuivre l'objectif de rendre notre dette soutenable et viable* », a conclu Anatole Collinet Makosso.

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvoubwa, s'est félicité du fait que ce débat a mis en exergue une armature budgétaire traduisant le devoir de solidarité des pouvoirs publics à l'égard des concitoyens. Il a, par ailleurs, invité le gouvernement à tenir compte des pertinentes et utiles recommandations des députés pour une croissance durable, in-

clusive et résiliente.

Ces recommandations portent, en effet, sur la nécessité d'élaborer des budgets-programmes offrant, comme avantages, le suivi efficient au travers des indicateurs de performance; la budgétisation de la stratégie nationale de mise en œuvre de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine. Les autres suggestions concernent la prise en compte du financement de l'agriculture au sens large du terme; l'impérieuse synergie dans la lutte contre la corruption; l'arrimage des plans locaux de développement des collectivités locales dans le nouveau Plan national de développement; la résorption du déficit des deux caisses de retraite. Notons que le débat d'orientation budgétaire s'inscrit dans le processus de préparation du budget de l'Etat de l'exercice 2022.

Parfait Wilfried Douniama

TECHNOLOGIE

Brazzaville va abriter un forum sur la cybersécurité

Dans le souci d'accroître les efforts dans la lutte contre les cybermenaces, la société Skytech-Congo organisera, les 16 et 17 septembre, la première édition du forum Brazza cybersécurité (FBC). Un rendez-vous qui permettra aux acteurs du secteur d'échanger sur les questions liées aux multiples menaces cybernétiques que rencontrent plusieurs Etats, entreprises et institutions financières africaines.

Placée sur le thème « *La cybersécurité, un enjeu stratégique pour les Etats, les entreprises et institutions en Afrique* », la rencontre s'inscrit dans une démarche de sensibilisation des Etats, des entreprises et institutions contre la cybercriminalité. Elle aura pour but de présenter l'état de la cybersécurité en Afrique centrale et les enjeux de la transformation digitale; d'identifier les enjeux majeurs imminents de la cybersécurité et les moyens pour renforcer la cyberdéfense; de sensibiliser au risque cyber en Afrique; de faire découvrir les innovations en sécurité des systèmes d'information avec la recrudescence des cyberattaques liées à la covid-19. Il sera également question de renforcer la résilience de la cybersécurité en Afrique en construisant un écosystème de cybersécurité solide. « *Les Etats, entreprises et particuliers se trouvent souvent*

démunis face à cette nouvelle forme de criminalité qui les affecte tant du point de vue de la sécurité de l'information que du point de vue financier. Il s'agit désormais pour tous ces acteurs aussi bien institutionnels que

privés de réduire leur vulnérabilité par le développement des politiques et de mettre en place des techniques de cybersécurité adéquates », indiquent les organisateurs du Forum Brazza cybersécurité.

D'après Skytech-Congo, le marché de la cybersécurité en Afrique, estimé à 2,5 milliards de dollars en 2020, devrait atteindre 3,5 milliards de dollars en 2021. Ces assises de Brazzaville seront d'ores et déjà un moyen pour les

acteurs de la cyber sécurité, qui jouent le rôle de facilitateurs, de fournir des informations et des solutions concrètes en matière de cybersécurité au profit des décideurs en Afrique.

L'évènement réunira les acteurs et les décideurs publics et privés, notamment les dirigeants d'entreprises africaines et multinationales, les entreprises du secteur de la sécurité informatique, les autorités administratives et politiques, les étudiants, les jeunes diplômés. Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de la tenue de ce forum, parmi lesquelles des expositions, des rencontres B2B, des conférences et ateliers.

A noter que Skytech-Congo est une société qui œuvre dans le domaine de la cybersécurité, des systèmes de sécurité électronique et solaire, des télécommunications et informatiques.

Gloria Imelda Lossele





FICHE DE POSTE – COMPTABLE

Poste:	Comptable	Supervise	Caissier (s)
Département:	Finance		
Supérieur hiérarchique direct :	Chef Comptable		
Localisation du poste:	Imbalanga district de Mokeko		
Date de début du contrat:	1 ^{er} novembre 2021		

Aperçu du Poste

Sous l'autorité du Contrôleur Administratif et Financier et la supervision directe du Chef Comptable, le Comptable a pour principales missions :

- Analyse des pièces comptables et paiement des factures
- Vérifier l'éligibilité de la dépense
- Vérifier la conformité des pièces comptables
- S'assurer de la disponibilité continue des fonds sur site
- Assurer le paiement de toutes les pièces
- Traitement des immobilisations
- Saisir les factures fournisseurs liées aux immobilisations
- S'assurer de la correspondance entre les groupes de comptabilisation des immobilisations et les travaux en cours (WIP)
- S'assurer que l'inventaire physique des immobilisations a lieu en fin d'année par les opérations
- Réconcilier le Fichier des immobilisations avec la Balance Générale
- Contrôle des opérations des caisses et banque
- Saisir les opérations de banque dans l'application comptable
- Contrôler les écritures de caisse saisies dans l'application comptable
- S'assurer que l'inventaire physique de la

- caisse a été effectué en fin de semaine
- Réconcilier les comptes de trésorerie avec la balance générale (y compris analyse et explications des écarts, le cas échéant)
- Être capable de produire les états de rapprochements bancaires mensuels
- Analyse et rapprochement des comptes de stocks
- Contrôle des écritures de carburant
- Analyse et suivi des comptes de stocks
- S'assurer que l'inventaire physique du carburant a été effectué par la logistique en présence du comptable
- Réconcilier les comptes de stock avec la balance générale ainsi qu'avec les données des opérations
- Traitement des factures fournisseurs
- Saisir les factures fournisseurs tout en s'assurant de la complétude des pièces comptables
- Saisir les opérations diverses dans l'application comptable
- S'assurer du lettrage des comptes fournisseurs
- Réconcilier la Balance auxiliaire fournisseurs avec la balance générale
- Contrôle des opérations inter compagnies
- Saisir les opérations intercos (Déboursement APN et autres parcs) dans l'application comptable
- Réconcilier les comptes interco en fin de mois

- Contrôle de la paie
- Enregistrer la paie dans l'application comptable ;
- Réconcilier les comptes de "Net à payer", les comptes de personnel et les comptes de charges de rémunération ;
- Contrôles des autres comptes (S'assurer que leur solde est à zéro)
- Assurer le suivi du compte des salaires
- Assurer le suivi des avances sur salaire, prêts, avances opérationnelles et autres
- Assurer le suivi du compte des congés
- Assurer le suivi des comptes de CNSS et IRPP
- Assurer le suivi des avances fournisseurs,
- Assurer le suivi des comptes de provisions
- Veiller à l'application des procédures comptables et financières d'APN ;
- Assurer la rotation en réalisant d'autres tâches pendant les congés du personnel du Département Comptabilité et Finance
- Participer à la clôture comptable mensuelle ;
- Réaliser toute autre tâche demandée par son supérieur hiérarchique dans le cadre du service.
- Capacités, compétences et expérience nécessaires pour le poste
- Avoir au minimum un diplôme de BAC +3 en Finance et Comptabilité de Gestion ou tout

- autre diplôme équivalent ;
- Avoir au moins trois (03) ans d'expérience à un poste de Comptable dans un Organisme similaire ;
- Avoir une connaissance théorique et pratique de gestion et de saisie de comptes et d'archivage des opérations ;
- Avoir une parfaite maîtrise du Microsoft Office notamment Excel, Word, etc. . .
- Avoir une bonne maîtrise du logiciel Serenic ;
- La connaissance de l'anglais est un atout ;
- Être très organisé, motivé, flexible et désireux d'apprendre ;
- Être Dynamique, réactif et rigoureux
- Être professionnel et doté d'un bon sens de l'initiative ;
- Être à même de travailler avec peu de supervision ;
- Respect des délais ;
- Adhérer aux valeurs de African Parks Network (APN).
- Les candidatures comprenant un CV détaillé, une lettre de motivation et les copies des diplômes, doivent être adressées avant le 25 septembre 2021 à l'adresse : rh.odzala@africanparks.org avec copie à : pnok@africanparks.org
- Si vous n'avez pas de nouvelles de notre part dans les deux semaines suivant la date de clôture, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute le personnel ci-après pour son programme :
 Coordinatrice (eur) Suivi-Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA) (H/F)
 Les dossiers de candidature comportant :
 -Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles
 -Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident de CRS en République du Congo, en mentionnant le poste concerné.
 -Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

Doivent parvenir au plus tard le 10 Septembre 2021 à 17 heures à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Coordonnateur SERA » ou encore par le biais de l'ACPE.

La description de poste sera également disponible sur le site www.emploi.cg
 Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

DESCRIPTION DE POSTE

Titre du poste: Coordinatrice(eur) Suivi-Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA)
 Département: Programmes/ République du Congo
 Échelon: 9
 Superviseur immédiat: Directrice des Programmes
 Pays/lieu: République du Congo
 La candidature féminine est fortement encouragée pour ce poste.

- Qualifications
- Maîtrise en Suivi-Evaluation, Développement Economique, Statistiques, ou autres domaines associés.
 - Minimum de trois ans d'expérience professionnelle pertinente avec des responsabilités progressives, idéalement au sein d'une ONG internationale dans le domaine du Suivi-Evaluation.
 - Connaissance approfondie des principes et des approches actuelles de l'évaluation des programmes d'aide et de développement à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives.
 - Compréhension des attentes et des tendances des bailleurs en matière de Suivi-Evaluation, notamment celles du Fonds mondial et de l'USAID.
 - Expérience de la collecte de données, y compris la conception d'enquêtes et la formation d'enquêteurs.
 - Compréhension et expérience de la gestion des données, y compris la conception de bases de données.
 - Forte expérience en analyse des données, y compris des méthodes qualitatives et quantitatives, et expérience des logiciels appropriés.
 - Langues étrangères souhaitées: Français et Anglais
 - Voyages nécessaires: Autour de 25%- Supports particuliers pour les mères allaitantes pendant les voyages de travail.
- Principales relations de travail :
 Supervision : Directrice des Programmes
 Interne : Gestionnaires de projets, Responsables SERA des projets.
 Externe : partenaires du gouvernement et autres acteurs locaux

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
 +242 05 629 1317
 imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
 Brazzaville - République du Congo

EDUCATION

Améliorer l'accès aux programmes d'alphabétisation à distance

Dans le cadre de la 55e Journée internationale de l'alphabétisation, le ministre en charge de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire, Jean-Luc Mouthou, a évoqué la nécessité de mettre en œuvre les politiques d'envergure en vue de corriger les disparités dans l'accès aux programmes d'alphabétisation.

La Journée internationale de l'alphabétisation est célébrée le 8 septembre de chaque année. « L'alphabétisation numérique : un appoint nécessaire pour garantir un apprentissage tout au long de la vie » est le thème sur lequel le Congo célèbre ladite journée. Il convient de souligner que dans ce contexte le pays organise depuis 2004 une semaine nationale de l'alphabétisation. Au plan international, le thème retenu est « L'alphabétisation pour une reprise axée sur l'humain : réduire la fracture numérique ».

A en croire le ministre Jean-Luc Mouthou, les deux thématiques sous-entendent que l'alphabétisation doit désormais s'appuyer sur la technologie inclusive. Malgré les efforts entrepris par les pouvoirs publics pour assurer la continuité pédagogique et andragogique en période de covid-19, il y a lieu de reconnaître que l'accès aux programmes



Le ministre donnant lecture du message du gouvernement

d'alphabétisation à distance n'a pas été reparti de manière à satisfaire les besoins des individus en situation d'apprentissage tout au long de la vie, a-t-il fait constater.

« Dans cette perspective, l'édition 2021 de cette journée nous commande de mettre en avant des interactions entre l'alphabétisation et les compétences numériques dont ont

besoin les jeunes et les adultes non alphabétisés », a déclaré le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation. Ainsi, la direction générale de

l'alphabétisation et de l'éducation non formelle développe, depuis 2017, le projet « Alphabétisation fonctionnelle numérique » en partenariat avec l'Unesco en faveur d'une centaine de jeunes filles mères fréquentant les centres d'alphabétisation des départements de Brazzaville et du Pool.

En perspective, il est prévu d'élargir le projet aux maraîchères et vendeuses qui jouent un rôle clé dans la production agricole et la consommation. L'objectif étant d'améliorer la qualité des prestations de ces dernières avec un impact sur le développement économique, a expliqué le ministre Jean-Luc Mouthou pour qui la journée est aussi dédiée aux candidats libres aux différents examens d'Etat (baccalauréat, BEPC, CEPE d'adultes) déterminés à rehausser leur niveau et à rattraper le diplôme quel que soit l'âge.

Rominique Makaya

Des jeunes congolais formés au cours d'espagnol latino-américain

L'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo a délivré des diplômes de fin de formation des cours d'espagnol latino-américain, correspondant à la période 2020-2021, aux jeunes congolais. L'activité a eu lieu au Centre culturel russe de Brazzaville.

Inspirée par l'esprit d'amitié entre les peuples et la vocation de coopération sud-sud, l'ambassade du Venezuela dispense gratuitement les cours d'espagnol latino-américain aux jeunes congolais depuis 2013. La cérémonie qu'elle a parrainée s'est tenue en présence de la directrice de la maison russe ex-CCR, Maria Fakhrutdinova; de la première secrétaire de l'ambassade de la République démocratique du Congo; des cadres du ministère de la Coopération internationale du Congo; des représentants de l'université Marien-Ngouabi, ...

L'ambassadeur du Venezuela au Congo, Aníbal Márquez Muñoz, s'est adressé aux étudiants, vantant l'importance de l'éducation dans le développement des peuples. Il a précisé que Simón Bolívar, le libérateur de l'Amérique du sud, a écrit : « Les nations marchent vers leur grandeur au même rythme qu'avance leur éducation ». Dans cette orientation, le diplomate vénézuélien a salué la volonté d'apprendre des jeunes congolais. « Chaque fois que nous ouvrons un nouveau cycle de cours d'espagnol latino-américain,

nous recevons entre deux et trois cents jeunes qui viennent pour s'inscrire », a-t-il déclaré.

Prenant la parole au nom des cent soixante-dix étudiants diplômés, l'étudiante Allegra Okene a exprimé sa gratitude à la mission diplomatique du Venezuela et à l'ambassadeur Aníbal Márquez Muñoz. « Nous saluons vos initiatives, vos conseils, votre implication pour avoir mené à bien cette formation pendant une année, malgré la situation socio-sanitaire difficile avec la pandémie du coronavirus qui continue de frapper le monde entier jusqu'à ce jour », a-t-elle dit, avant d'adresser sa gratitude à ses professeurs, aux responsables du lycée Joseph-Chaminade de Brazzaville (où les cours de langue sont dispensés dans la salle Simon-Bolívar-Hugo-Chávez). Elle a également encouragé les étudiants d'autres niveaux à travailler dur.

La jeune Gloria Banzounzi, diplômée des précédentes promotions, actuellement membre du « Club d'espagnol latino-américain Yo Si Puedo », a exhorté les diplômés de la présente promotion à



L'ambassadeur du Venezuela au Congo remettant le diplôme à un méritant/DR

continuer de pratiquer au sein des clubs la nouvelle langue apprise, pour ne pas la perdre.

Les enseignants, par le biais de Glorick Makaya, ont profité de l'occasion pour féliciter les heureux diplômés. Il a souligné l'importance que le Congo et le Venezue-

la accordent à l'éducation. « L'éducation continue d'être au centre des préoccupations des dirigeants de nos nations sœurs, la République du Congo et la République bolivarienne du Venezuela. J'en profite de l'occasion pour remercier les institutions qui

rendent possible le processus de formation avec l'ambassade du Venezuela. C'est le cas du ministère de l'Enseignement supérieur et de l'université Marien-Ngouabi ainsi que les responsables du lycée Joseph-Chaminade », a-t-il laissé entendre.

Bruno Okokana

GENRE

Plus de 350 personnes exposées à toutes formes de violences

Les animatrices des guichets uniques installés dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Nkayi ont donné, le 3 septembre, les statistiques enregistrées de janvier au 30 août 2021 de toutes formes de violences : sexuelles, physiques, économiques et psychologiques.

Au total, trois cent cinquante cas de violences de toutes catégories confondues ont été signalés dans les guichets uniques, un moyen pour les victimes d'avoir accès à des informations sur leur prise en charge médicale et bien d'autres.

Le guichet unique de Brazzaville a enregistré cinquante-huit cas de violences dont vingt d'abus sexuels faits aux femmes. Celui de Pointe-Noire deux cent trente-six cas, parmi lesquels quatorze femmes, cent-seize filles mineures et trois garçons. En ce qui concerne Nkayi, treize mineures ont été reçues dont douze pour de cas de violences sexuelles. Ces différents cas de violences ont été signalés dans les différents services de la gendarmerie et de la police.

Au niveau des différents tribunaux de grande instance, les oratrices ont déploré le fait qu'aucune des plaintes déposées n'a trouvé satisfaction. Par ailleurs, les victimes ont bénéficié d'une prise en charge et d'un accompagnement des services des différents guichets.

Les données de cas de violences ont été révélées lors de l'ate-



lier de plaider sur la prise en charge des femmes, filles victimes de violences et enfants victimes de maltraitance, organisé par l'ONG Azur développement,

avec l'appui financier de l'Union européenne. La rencontre s'inscrivait dans le cadre du projet « Protection des femmes et des filles contre les violences fon-

dées sur le genre », exécuté par l'ONG pour une durée de trois ans (de janvier 2021 à décembre 2023) dans les départements de la Bouenza, Pointe-Noire et

Brazzaville.

Le projet vise à mobiliser les organisations de la société civile et les leaders communautaires pour prévenir les violences faites aux femmes et filles ainsi qu'améliorer l'accès des femmes et filles victimes de violences aux services multisectoriels de prise en charge, à travers le renforcement des guichets uniques d'assistance aux femmes et filles victimes de violences.

La directrice générale de la Promotion de la femme, Emilienne Gombouka Emboula, a rappelé le Plan d'action national de la stratégie nationale de lutte contre les violences ayant pour base le genre. L'objectif est de combattre toutes les formes de ces violences, afin d'éradiquer le phénomène, a-t-elle insisté. La stratégie consiste à accompagner les victimes des services compétents en vue d'une prise en charge. Elle consiste aussi à sensibiliser des pairs éducateurs pour réduire le taux de violence, a-t-elle poursuivi, ajoutant que les victimes de toutes formes de violences peuvent contacter le numéro vert 1444 sur l'ensemble du territoire pour denoncer.

Lydie Gisèle Oko

VIE ASSOCIATIVE

Le CEVTE met en place ses instances dirigeantes en France

L'organisation non gouvernementale dénommée « Cercle des élites en voyages, tourisme et environnement (CEVTE) », œuvrant aux Etats-Unis et au Congo, a ouvert, le 31 juillet, ses portes à la diaspora vivant en France en mettant en place ses instances dirigeantes, selon un communiqué de presse.

Le communiqué publié le 6 septembre indique que les instances dirigeantes de l'organisation en France ont été mises en place par le président du CEVTE, Bertrand Gomo Moukolo.

« Le Cercle des élites en voyages, tourisme et environnement, œuvrant actuellement au Congo et aux USA, vient de voir sa représentation s'élargir dans les diasporas en se dotant d'un siège de représentation en France. La mise en place des organes dirigeants de la représentation en France a été actée par la signature de deux décisions. Cette représentation reconforte l'une des ambitions du CEVTE qui est celle de mobiliser les Congolais de la diaspora dans la promotion de la destination Congo », indique le communiqué.

La représentation en France est composée d'un bureau exécutif de cinq membres dirigé par Josly Brunel Mizere. Le poste de secrétaire chargé à la communication et aux relations extérieures est attribué à Sylvie Gladis Kambou. Lysette Missamou a été choisie comme secrétaire chargée de l'administration ; Audrey Princia Abaucoma, secrétaire chargée des Finances et de la logistique tandis que Delivrance Mboti, secrétaire chargé d'affaires techniques.

En ce qui concerne le commissariat aux comptes et de discipline, la présidence est assurée par Fortuné Mamboueni. La place de secrétaire rapporteur revient à Sidonie Hydruphine Taty et Chanelle Bikoyi, membre du CEVTE.

En rappel, le CEVTE est une organisation non gouvernementale créée en septembre 2020 aux Etats-Unis. Il vise à promouvoir et développer l'industrie touristique, la protection et la gestion de l'environnement en Afrique et au Congo.

L'organisation a mené plusieurs activités au Congo parmi lesquelles la visite des sites touristiques afin d'identifier des endroits pouvant contribuer au développement de l'industrie touristique en vue de participer à la constitution d'une base de données, l'assainissement de l'environnement par le ramassage des déchets et ordures dans les différentes artères de Brazzaville.

L.G.O.

COP26

Un appel inédit des chefs des Eglises catholique, orthodoxe et anglicane

Les chefs des Eglises catholique, orthodoxe et anglicane ont uni leurs voix pour la première fois mardi dans un appel urgent pour l'avenir de la planète avant la COP26.

Le pape François, le patriarche orthodoxe Bartholomée et l'archevêque de Canterbury Justin Welby, chef spirituel des anglicans, « exhortent chacun, quelles que soient ses croyances ou vision du monde, à s'efforcer d'écouter le cri de la Terre ».

« Nous devons choisir la nature du monde que nous voulons laisser aux générations futures (...). Alors que les dirigeants du monde s'apprentent à se rencontrer en novembre à Glasgow pour débattre

de l'avenir de notre planète, nous prions pour eux et envisageons les choix que nous devons tous faire », écrivent les chefs des trois clergés dans un document conjoint publié par le Saint-Siège.

« C'est la première fois que nous nous sentons obligés de nous saisir ensemble de l'urgence de la protection de l'environnement, de son impact sur la pauvreté persistante, et de l'importance de la coopération mondiale. Ensemble, au nom de nos communautés, nous en

appelons au coeur et à l'esprit de tout chrétien, de tout croyant et de toute personne de bonne volonté », poursuivent-ils.

« C'est un moment critique. L'avenir de nos enfants et l'avenir de notre maison commune en dépendent », concluent les dignitaires chrétiens.

La conférence mondiale sur le climat (COP26), à laquelle devrait participer le pape, doit se tenir du 31 octobre au 12 novembre à Glasgow (Ecosse). Les conférences sur le climat réunissent en général plusieurs dizaines de milliers de personnes, participants, ONG, société civile, entreprises, médias. Or beaucoup de pays, notamment les plus pauvres qui accusent un grand retard dans leurs plans de vaccination, ont exprimé ces derniers temps leurs inquiétudes sur leur capacité à y participer en raison de la pandémie de Covid-19.

Mardi, le Climate Action Network, qui regroupe quelque 1500 ONG dont Greenpeace, WWF, Action Aid, Oxfam ou encore Amnesty international, a réclamé le report du sommet de Glasgow, estimant impossible la tenue d'une réunion juste et inclusive dans les conditions sanitaires actuelles.

Julia Ndeko avec AFP

DES ÉMISSIONS RECORD DE CO2 À PRÉVOIR DANS LES MOIS À VENIR

Les émissions mondiales de CO2, source première du réchauffement, devraient atteindre un niveau jamais vu d'ici 2023. Elles devraient continuer de croître par la suite, au vu de la trop faible part que les plans de relance liés au Covid consacrent aux énergies propres.

L'alerte est venue d'une analyse des plans de relance et de leur impact énergétique menée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE*). Les Etats ont débloqué des sommes sans précédent pour affronter la pandémie, mais à peine 2% sont allées à ce jour à la transition en faveur des énergies propres. Non seulement l'investissement dans les énergies propres place le monde loin du chemin de la neutralité carbone en milieu de siècle, mais il ne parvient pas non plus à prévenir un nouveau record d'émissions.

Les fonds, publics et donc aussi privés, manquent et la tendance est particulièrement alarmante dans les pays en développement et émergents, où, par exemple, le rebond de la demande électrique trouve sa réponse dans le charbon plutôt que le solaire ou l'éolien. Ces régions affichent à peine 20% des investissements nécessaires à leur décarbonation, selon le rapport, qui craint un fossé grandissant avec les pays riches. Ainsi de nombreux pays ratent aussi les opportunités qu'ils pourraient tirer de l'essor des énergies propres : croissance, emplois, déploiement des industries énergétiques du futur.

* L'AIE a été créée par l'OCDE en 1974 afin de s'assurer de la sécurité énergétique mondiale, conseillant notamment les pays riches.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Carlos Vila Nova élu président avec 57,54 % des voix

La Commission électorale nationale du pays a publié, le 6 septembre, les résultats provisoires du second tour de l'élection présidentielle.



Carlos Vila Nova l'emporte avec 57,54 % des voix. Son adversaire, Guilherme Posser da Costa, aurait obtenu quant à lui 42,46 % des voix. Après un processus électoral très perturbé, c'est finalement Carlos Vila Nova qui succédera à Evaristo Carvalho à la présidence de l'archipel du golfe de Guinée, selon le scrutin provisoire.

Dimanche, Sao Tomé-et-Principe élit son nouveau président à l'occasion du deuxième tour du scrutin après deux reports successifs. Deux hommes prétendaient au poste de chef de l'Etat, Carlos Vila Nova, candidat du principal parti d'opposition Action indépendante démocratique, et Guilherme Posser da Costa, du Mouvement pour la libération de Sao Tomé-et-Principe, connu de la scène politique du pays, ancien président de 1999 à 2001 et trois fois ministre des Affaires étrangères.

Yvette Reine Nzaba

GUINÉE

Mamady Doumbouya promet un gouvernement d'union nationale

L'homme fort de Guinée, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, a réuni, le 6 septembre, tous les membres de l'ancien gouvernement et les responsables des institutions.

Dans son discours, Mamady Doumbouya a promis la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » et assuré qu'il n'y aurait pas de « chasse aux sorcières ». Les ministres sortants et les responsables régionaux étaient convoqués par les putschistes, le 6 septembre, au palais du peuple pour une réunion dont tout refus de se présenter devait être considéré comme une rébellion, avaient-ils prévenu. Le Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana; le ministre de la Défense Mohamed Diané; le ministre de la Sécurité, le porte-parole du gouvernement; le président de l'Assemblée nationale, Amadou Damaro Camara; et celui de la Cour constitutionnelle ont répondu présents à la convocation.

Plusieurs autres personnalités ont également participé à la réunion comme le président de la Haute autorité de la communication, Boubacar Yassine Diallo, ou encore le président de la Commission électorale nationale indépendante. Pour les putschistes du Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD), « la présence des plus hautes autorités civiles de la capitale guinéenne signe la prise en compte du coup de force et leur adhésion ».

Ils s'assurent ainsi de « l'allégeance de ces figures politiques guinéennes ». Par ailleurs, il est annoncé une concertation « pour écrire les grandes lignes de la transition » et il est également



Le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya

demandé aux compagnies minières de poursuivre leurs activités. « À cet effet, les frontières maritimes restent ouvertes pour les activités d'exportation des produits miniers. Le comité assure les partenaires qu'il respectera toutes ses obligations et rappelle son engagement à favoriser les investissements étrangers dans le pays », a-t-on appris.

Le chef des putschistes a aussi annoncé la poursuite des activités minières et les exportations de produits miniers. De son côté, l'opposition à Alpha Condé, en particulier le collectif de la so-

ciété civile FNDC, attend la libération d'une petite dizaine de ses représentants. Elle avait appelé la population de Conakry à manifester en soutien aux « héros injustement détenus à la maison centrale » et qui seront libérés, sans grand succès. Le porte-parole de l'armée a annoncé que les frontières terrestres et aériennes ont été rouvertes pour les échanges commerciaux et humanitaires. En attendant, les documents de voyage et véhicules de fonction seront remis aux nouvelles autorités.

Y.R.Nz.

AFRIQUE/COVID-19

L'UE va offrir 200 millions de doses de vaccin

Les pays membres de l'Union européenne (UE) s'engagent à faire tout leur possible pour atteindre l'objectif de partager deux cents millions de doses anticovid-19 avec les pays à faible revenu d'ici à la fin de l'année.

Seuls dix-huit millions de doses ont été livrés aux pays à faible revenu, jusqu'ici, dont six millions de doses via le mécanisme d'achat mondial, réparties comme suit : la France 4,17 millions, la Suède 1 million, l'Espagne 756 480, et le Portugal 86 000 doses. Le reste représentait 8,5 millions de doses délivrées via le mécanisme de protection civile de l'UE. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que « Team Europe » – englobant les institutions de l'UE et les vingt-sept États membres – était « en bonne voie » pour partager deux cents millions de doses avec les pays à revenu faible et intermédiaires d'ici à la fin de 2021. La quantité, le type et le délai pour le don de doses dépendent toutefois de chaque État membre, indique l'UE. A la question si l'objectif de

deux cents millions de dons restait-il réaliste compte tenu de la lenteur des progrès, le porte-parole de l'UE a répondu : « La Commission reste convaincue que [les États membres] feront tout leur possible pour atteindre l'objectif de deux cents millions et nous continuerons à faciliter le processus ».

Outre le don de doses, l'UE et ses États membres ont contribué pour près de trois milliards d'euros (3,6 milliards de dollars) à Covax et en collaboration avec les banques de développement européennes, elle s'efforce de renforcer la capacité de vaccins en Afrique, a-t-on appris. L'accord visant à expédier les vaccins Johnson & Johnson covid-19 produits en Afrique du Sud vers l'Europe a été suspendu, suite à de critiques selon lesquelles les vaccins produits en Afrique



étaient exportés alors que moins de 3% de la population africaine était entièrement vaccinée. Les chefs de l'Équipe spéciale des leaders multilatéraux sur le covid-19, composé du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale du commerce ont appelé les pays du G7

et d'autres à « tenir leurs engagements de toute urgence, avec une visibilité améliorée du pipeline, une durée de conservation des produits et une prise en charge des fournitures auxiliaires ». A la fin du mois d'août, seulement environ 10% des neuf cents millions de doses engagées avaient été expédiées.

Les anciennes coprésidentes

du Groupe indépendant pour la préparation et la réponse aux pandémies, Helen Clark, et Ellen Johnson Sirleaf, ont appelé à l'urgence de fournir des doses promises. Dans son rapport, le panel a recommandé aux pays à revenu élevé de partager au moins un milliard de doses, qui faisaient partie de l'engagement anticipé de Covax avant le 1er septembre. Cet objectif n'a pas été atteint. Les pays africains estiment qu'ils préfèrent ne pas s'encombrer par certaines exigences attachées aux collaborations avec l'UE. Le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont lancé le nouveau centre de renseignement sur les épidémies et les pandémies. Ce nouveau hub de l'OMS pourra-t-il renforcer la confiance pour le partage des données et des vaccins ?

Noël Ndong



Liputta Swagga collection | Rey Mangouta / © Culture Trip

ALLEMAGNE/AFRIQUE

L'ère Angela Merkel touche à sa fin

La chancelière allemande de 67 ans a réalisé depuis 2005 quatre mandats successifs. Une longévité au pouvoir exceptionnelle et une popularité toujours au beau fixe. En 2020, elle a confirmé son désir d'arrêter la carrière politique. Son successeur à la tête de son parti, la CDU, a été élu en janvier dernier. Bilan de son apport en Afrique.

Angela Merkel est au pouvoir depuis 2005 et a décidé de se retirer à la fin de son mandat. Ce retrait intervient après seize ans et quatre mandats à la tête de la chancellerie allemande. Elle cédera son poste fin septembre, après les élections fédérales. La chancelière a vu défiler quatre présidents américains et quatre présidents français, cinq Premiers ministres britanniques et huit présidents du Conseil des ministres italiens. A la fin de son quatrième mandat, Angela Merkel entrera dans l'Histoire pour sa longévité et égalera le record d'Helmut Kohl, resté au pouvoir pendant seize années.

Le « Compact with Africa [CwA] », un changement de paradigme

Dans ses relations avec l'Afrique, Angela Merkel a rencontré les dirigeants africains pour dresser le bilan de l'initiative « Compact with Africa [CwA] », dans le cadre du G20 en août, à Berlin. Elle a placé l'Afrique au cœur de l'agenda des plus industrialisés, amorçant un changement de paradigme dans la politique de développement, associant d'autres pays européens. L'idée du CwA est de favoriser les investissements privés dans les pays africains, tout en laissant le soin à ces derniers de définir leurs projets de développement, à travers l'expertise, les financements et les garanties des institutions financières internationales. « Plutôt qu'un plan Marshall, c'est un plan Merkel », dira le président ivoirien, Alassane Ouattara. Mais les vraies bases du CwA de la chancelière date de 2015. Elle veut faire de l'Afrique un « continent d'intérêt », à travers des investissements privés.

Le CwA, une calque du « plan Marshall »

Angela Merkel dira, lors de la présentation de cette initiative : « S'il y a trop de désespoir en Afrique, les jeunes



vont aller chercher une nouvelle vie ailleurs ». Elle va centrer son initiative sur les causes de l'immigration plutôt que d'en subir les conséquences, et mettre la croissance comme réponse à son défi. Son « plan Marshall pour l'Afrique » va être calqué sur le modèle de l'aide apportée par les États-Unis à l'Europe après-guerre. Cette stratégie de la lutte contre les causes de l'immigration va donner rapidement des résultats. Dès 2018, les investissements allemands vont dépasser dix milliards d'euros (10 % de hausse un an), détrônant la France comme premier fournisseur européen en Afrique.

Le CwA défend les intérêts des entreprises allemandes

Berlin va également défendre les intérêts des entreprises allemandes, tout en lançant un fonds d'un milliard d'euros pour soutenir les PME européennes, jusqu'à la mise en place d'une logique d'investissement à long terme. Cette approche se révèle gagnante pour les industries et les équipements technologiques allemands. Puis, Angela Merkel va effectuer une tournée en Afrique de l'ouest et en Afrique du Sud, où la Banque allemande de coopération en charge du secteur pri-

vé, va ouvrir des bureaux, avec comme objectif de devenir le premier investisseur industriel en Afrique.

Le bilan mitigé du CwA

A trois semaines du départ d'Angela Merkel, le bilan de l'initiative CwA reste mitigé. Les entreprises allemandes actives sur le continent sont de taille moyenne ; et si la croissance a été significative en 2018 et 2019, elle n'a pas décollé depuis la crise sanitaire. « Je ne veux pas brosser un tableau trop positif », avait déclaré la chancelière, ajoutant : « Nous avons encore des problèmes à résoudre, no-

tamment la sécurité dans le Sahel et la croissance démographique ». Aucun chiffre n'est encore disponible pour 2020, en raison de la pandémie. Berlin a dû aussi faire face à certains obstacles à l'investissement public et l'aide concessionnelle en Afrique. Du côté africain, on se plaint de la cherté des produits allemands - certes réputés pour leur haute qualité.

« Compact with Africa » et l'après-Merkel

« A la suite de la pandémie de covid-19, les défis économiques pour l'Afrique se sont considérablement accrus, entraînant une baisse de la croissance économique et de l'emploi. Les IDE sont également touchés et sont en même temps critiqués pour avoir peu d'effets sur l'emploi sur place », souligne la Fondation Friedrich-Ebert. Environ vingt millions de nouveaux emplois sont nécessaires chaque année pour compenser la seule croissance démographique. L'association économique germano-africaine estime qu'il faut faire dix fois plus qu'aujourd'hui. « Le nouveau gouvernement fédéral doit donc avant tout apporter du capital-risque et utiliser les fonds de développement pour garantir la sécurisation des projets entrepreneuriaux », suggère le regroupement d'acteurs privés et d'institutions publiques. En conclusion, CwA n'aurait pas pu tenir toutes ses promesses. Les investissements privés ont été en deçà des attentes des pays africains, et n'a pas apporté la bonne réponse aux conséquences économiques de la pandémie. On évoque un besoin de coopération étendue au-delà des investissements privés des grandes entreprises et la mise en compte des objectifs de développement durable.

Noël Ndong

DIRECT

PROGRAMME DU JOUR MERCREDI 08 SEPTEMBRE 2021

- 06.00 PLAYLIST
- 07.30 RAP-SIDE
- 09.00 REDIFF. L'INVITÉ 19.45
- 10.00 CINÉMA CONGOLAIS
- 11.30 PLAYLIST
- 12.00 ÉCOLE D'ART
- 13.00 PLAYLIST
- 14.00 ENTREPRISES
- 14.30 TOP CLIPS
- 15.00 CARRÉ MUSIC
- 16.00 TOP CLIPS
- 17.00 JEUNES EMERGENTS
- 18.30 TALK 243
- 19.45 L'INVITÉ 19.45
- 20.30 CANAN CLUB
- 21.00 NGEMBO
- 21.30 REDIFF. L'INVITÉ 19.45
- 22.30 TOP CLIPS
- 00.00 PLAYLIST

17.00 JEUNES EMERGENTS
EXCLUSIF

L'émergence de la jeunesse africaine

19.45 L'INVITÉ 19.45

Floride ZANTOTO avec son invité

free CANAL 449
LES BOUQUETS CANAL+ CANAL 334

DIRECT

19.45
INVITÉ
Jean Jacques MAMBA
Député National / MLC
RD Congo

AUJOURD'HUI
SUR LE CANAL 334

LES BOUQUETS
CANAL+

DIPLOMATIE

Alger et Rabat vont-ils entendre les appels au dialogue ?

Depuis la rupture de leurs relations diplomatiques décidée le 24 août par l'Algérie, la communauté internationale appelle les dirigeants des deux pays à s'abstenir de tout acte de nature à inciter à l'escalade. L'organisation panafricaine, le monde arabe, la France, des personnes marocaines et algériennes, pour ne citer que ces exemples, demandent aux autorités algériennes de revenir sur leur décision dans l'intérêt de la stabilité au Maghreb.

Après avoir exprimé son regret concernant la rupture des liens entre l'Algérie et le Maroc, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, déplore « toute détérioration des relations fraternelles, historiques, multidimensionnelles des deux États et des deux peuples maghrébins frères ». Il les appelle « à s'engager résolument dans une logique de paix et de coopération fructueuse dans les intérêts bien compris des deux peuples », selon un communiqué. Moussa Faki Mahamat réitère l'entière disponibilité de l'organisation continentale « à promouvoir toute initiative en vue de la reprise de leurs relations fraternelles au service de la paix et la prospérité au Maghreb et en Afrique ». Dans le monde arabe, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), la Ligue arabe, l'Arabie saoudite et la Libye ex-

hortent l'Algérie et le Maroc à la « retenue » pour « résoudre les divergences éventuelles ». Dans un ton plus conciliant, l'Arabie saoudite, puissance régionale, demande aux parties concernées de tout faire pour « ouvrir un nouveau chapitre dans les relations (...) afin de garantir la sécurité et la stabilité ».

Du côté de Paris, la réaction ne s'est pas faite attendre. « La France reste naturellement attachée à l'approfondissement des liens et au dialogue entre les pays de la région, pour en consolider la stabilité et la prospérité », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Des intellectuels, universitaires et acteurs de la société civile de l'Algérie et du Maroc ont également élevé leurs voix, appelant leurs dirigeants à un « retour à la raison ». Dans une pétition,

les signataires disent refuser « la situation actuelle qui voudrait aboutir à une confrontation contre-nature (...) antinomique avec les intérêts des deux peuples et de ceux de la région ».

Des observateurs redoutent un conflit entre les deux pays

Reste à savoir si Algériens et Marocains mettront un peu d'eau dans leur vin pour revenir à la logique du dialogue et au réchauffement de leurs relations qui sont traditionnellement difficiles, en raison principalement de l'épineux dossier du Sahara occidental. Du fait de ce climat, la longue frontière entre les deux pays est officiellement fermée depuis plus de vingt-cinq ans (1994). Les tensions se sont accentuées l'année dernière quand l'ancien président américain, Donald Trump, a décidé de reconnaître la souveraineté de Rabat sur le

Sahara occidental, en contrepartie d'une normalisation des relations du Maroc avec Israël. Cette normalisation a effectivement avivé les rivalités avec Alger, fervent soutien de la cause palestinienne.

S'y ajoute le fait que les autorités algériennes ont très mal pris les propos du chef de la diplomatie israélienne, Yaïr Lapid, qui lors d'une récente visite au Maroc, a exprimé ses « inquiétudes au sujet du rôle joué par l'Algérie dans la région » ou encore « son rapprochement avec l'Iran ». Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, dénonce le fait pour les Marocains d'avoir introduit une puissance militaire étrangère dans le champ maghrébin, incitant son représentant à tenir des propos « malveillants à l'encontre d'un pays voisin ». Ce qui constitue « un acte grave et irresponsable ». Dans sa réponse, le royaume chérifien dit regretter la décision « complé-

tement injustifiée » d'Alger de rompre les relations bilatérales. Evoquant la situation actuelle entre l'Algérie et le Maroc, Pierre Vermeren, professeur d'histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et spécialiste du Maghreb, souhaite que le pire soit évité entre les deux parties. « Au fond, les deux pays ont des relations exécrables depuis très longtemps, ils ont déjà été en guerre, mais là, l'étape d'après c'est un conflit frontalier au Sahara », explique-t-il. « C'est la réponse différée aux accords d'Abraham (entre Israël et certains pays arabes sous les auspices des Etats-Unis) et au rapprochement du Maroc avec Israël », estime Pierre Vermeren, ajoutant que la rupture des relations qui vient d'intervenir « permet à Alger de se repositionner sur le nationalisme arabe (...) : vis-à-vis de la France, d'Israël, de la question kabyle et des islamistes ».

Nestor N'Gampoula

NÉCROLOGIE

Les familles Mbadi, Miehakanda et Nzonzila ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur frère, père et époux, le Pr Joseph Miehakanda survenu le 31 août 2021 à Brazzaville. Durant sa carrière, il fut notamment directeur général de l'hôpital général de Brazzaville, du Laboratoire national de santé publique et conseiller médico-social du chef de l'État. La veillée mortuaire se tient au n°26, avenue Pr. Miehakanda à Mansimou près du CEG et du Lycée professionnel de Mansimou. La date de l'inhumation sera communiquée plus tard.



Irin Maouakany, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Mouvimba, Mbembé et Mazila ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur frère, père et grand-père Guy Delord Loko, alias Le Yaya, le 21 août 2021 à Brazzaville.

Les obsèques ont lieu ce mercredi 8 septembre selon le programme suivant :
8h00 : recueillement à la morgue Makékélé ;
12h00 : départ pour le cimetière Samba-Alphonse ;
16h00 : retour et fin de cérémonie.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

DIPLOMATIE

Félix-Antoine Tshisekedi en visite d'Etat à Ankara

Le président de la République démocratique du Congo (RDC) et président en exercice de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est arrivé le 6 septembre dans la capitale de la Turquie, dans le cadre d'une visite officielle de trois jours.

Le président de la République a été accueilli à sa descente d'avion par le ministre turc des Transports, Karaoswanelus; le gouverneur d'Ankara, Vastp Sahin; et le général de brigade, Hakan Buyekcula. Du côté congolais, l'on a noté la présence du ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula; du Tourisme, Modero Nsimba; sans oublier le conseiller principal et diplomatique, Christian Bushiri. Il y a eu également la présence du doyen des ambassadeurs africains en poste à Ankara, le Djiboutien Aden Addillahi, et trois de ses collègues de la Mauritanie, du Gabon et du Sud-Soudan. Le chef de l'État congolais est accompagné par son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi. Juste après son arrivée, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est allé déposer une gerbe de fleurs au mausolée Atatürk de la ville d'Ankara. Cet immense bâtiment au style pyramidal qui attire des milliers des visiteurs chaque jour a reçu un visiteur



Arrivée de Félix Tshisekedi à Ankara, en Turquie

pas comme les autres. C'est, en effet, la première fois dans l'histoire récente de la RDC qu'un président en fonction se déplace pour Ankara, et surtout visite le mausolée construit en hommage à Atatürk, le père de la Turquie moderne.

Dans le livre d'or, le chef de l'État congolais, dans ses écrits, a loué les qualités de Grazi Musthapha Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, dont la vision, appuyée par le peuple turc et les peuples amis, aura placé le pays sur la voie du progrès socio-économique tout en lui conférant une grandeur reconnue à travers le monde. « Mon souhait est que cette première visite d'un président de la République démocratique du Congo constitue la base d'une solide amitié et d'une coopération fructueuse, mutuellement bénéfique pour nos deux pays », a écrit Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Alain Diasso

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

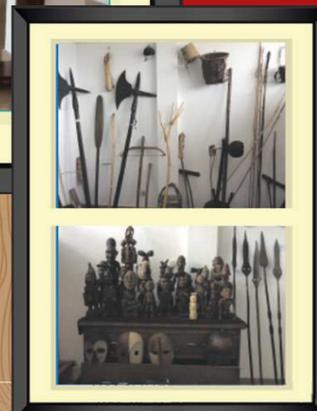
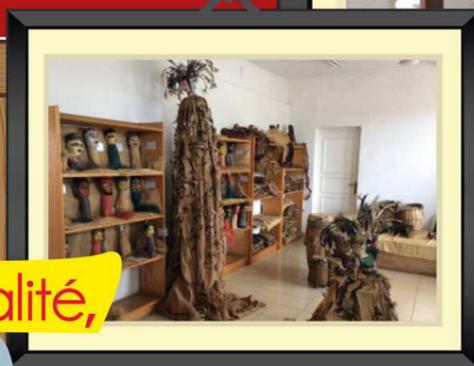
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

GROGNE SOCIALE

Les médecins des services publics menacent de reprendre la grève

L'arrêt de travail pourra être observé au cas où le gouvernement ne tiendrait pas ses engagements pris le 3 août dernier, relatifs à l'amélioration des conditions de travail et de vie des médecins.

Les membres du Syndicat national des médecins (Synaméd) et du Syndicat des médecins de la République démocratique du Congo (Syméco) menacent de reprendre la grève, si le gouvernement ne tient pas ses engagements. Dans une déclaration commune faite le 7 septembre à Kinshasa, ils font constater qu'aucun engagement n'a été tenu jusqu'à ce jour par l'Etat, aussi bien sur le plan administratif que pécuniaire. « De ce qui précède, le banc syndical des médecins des services publics de l'Etat note que le banc gouvernemental n'a pas rendu fonctionnelle la Commission interministérielle créée et chargée non seulement de l'harmonisation de l'enveloppe salariale et l'alignement à la prime de risque des médecins mais aussi du suivi de tous les engagements pris dans le cadre de l'accord du



Le banc syndical des médecins

3 août 2021 », ont fait savoir les deux syndicats dans leur communication lue par le Dr Juvénal Mwanda du Syméco. Ils mettent ainsi en doute la bonne foi et la volonté réelle du gouvernement de tenir les engagements pris, rappelant douloureusement la triste expérience du passé. Pour ces deux structures, « au regard de graves conséquences que cela porte sur le capital confiance que le banc syndical des médecins a

accordé au banc gouvernemental », elles se réservent le droit de lever la suspension de la grève si la situation n'est pas urgemment redressée, la tenue effective des engagements pris étant la seule attente actuelle des médecins des services publics de l'Etat. Le banc syndical des médecins des services publics de l'Etat et le banc gouvernemental, rappelle-t-on, avaient signé, le 3 août dernier, un accord qui avait conduit à

la fin de la grève des médecins déclenchée le 12 juillet. Aux termes de cet accord, le gouvernement congolais avait pris des engagements sur les plans pécuniaire et administratif en faveur des médecins. Il s'était agi notamment, en plus de la paie complémentaire aux médecins en juillet et août de l'année en cours, sur le plan administratif, de la promulgation de l'ordonnance de nomination des agents de carrière

des services publics de l'Etat aux grades et fonctions de médecin général, médecin chef de clinique et médecin résident et sa notification; la notification effective du décret n°019/01 du 22 janvier 2019 portant nomination des agents des services publics de l'Etat aux grades et aux fonctions de médecin région et de médecin junior; l'admission sous statut des médecins nouvelles unités, etc.

Lucien Dianzenza

VOLLEY-BALL

Les Léopards messieurs et dames au championnat d'Afrique des nations

Les deux sélections congolaises séjournent, depuis le 4 septembre, à Kigali, au Rwanda. Elles prennent part, du 5 au 16 septembre, au Championnat d'Afrique des nations seniors. Les deux sélections ont affûté leurs armes à Kinshasa pendant près d'un mois.



Christian Matata a remis le drapeau aux deux sélections de la RDC en partance pour le Rwanda

Le président de la Fédération de volley-ball du Congo (Févoco), Christian Matata, a personnellement suivi de près cette préparation, ayant trouvé une salle pour permettre aux deux équipes de se préparer dans les conditions convenables, alors que le pays ne dispose pas encore d'une salle des sports. Avant de prendre son avion à l'aéroport de Ndjili,

le samedi dernier, la délégation congolaise a reçu du président Christian Matata le drapeau du pays afin de conscientiser les athlètes. Les deux équipes, entraînées par le coach camerounais Lavoisier Yende, affronteront des pays assez aguerris dans cette discipline sur le continent. Outre la République démocratique du Congo, les pays ayant confirmé

leur participation à ce tournoi sont la Tunisie, la Tanzanie, le Niger, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Egypte, l'Éthiopie, la Guinée (qui a connu un coup d'Etat militaire), le Kenya, le Mali, le Maroc, le Nigeria, le Rwanda (naturellement pays organisateur), le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Martin Enjimo

COVID-19

La RDC réceptionne deux cent cinquante mille doses de vaccin Moderna

Après le deuxième lot de vaccin Astra Zeneca reçu il y a quelques mois grâce au mécanisme Covax, le pays vient de réceptionner, le 6 septembre, un autre lot du vaccin américain.

Les nouvelles doses de Moderna permettront à plus de cent vingt mille personnes d'être complètement vaccinées dans quinze provinces identifiées par le Programme élargi de vaccination (PEV). Elles seront stockées à Kinshasa avant d'être transportées vers les sites de vaccination dans le pays.

Grâce à ce vaccin, les autorités sanitaires auront jusqu'au 9 janvier 2022 pour distribuer et injecter les doses. Ce premier don devrait être suivi d'un deuxième dans les prochains jours de deux cent cinquante mille doses supplémentaires de vaccin Pfizer.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) reste convaincu qu'avec ces nouveaux lots, les Congolais vont accepter de se faire vacciner contre la covid-19. « Des milliers de Congolais seront vaccinés et protégés contre la covid-19 grâce à ce don du gouvernement américain. Nous sommes convaincus que ces vaccins seront largement acceptés en RDC où l'Unicef et ses partenaires soulignent les avantages de se faire vacciner contre la covid-19 », a déclaré Edouard Beigbeder, représentant de l'Unicef en République démocratique du Congo (RDC). L'Unicef facilite le transport, organise la communication de masse et renforce la chaîne du froid en RDC. Au mois de mars, plus de 1,7 million de doses d'Astra Zeneca ont été expédiées dans le pays par le biais de Covax, une alliance comprenant la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, Gavi, l'Alliance pour les vaccins et l'Organisation mondiale de la santé travaillant en partenariat avec l'Unicef en tant que principal partenaire de mise en œuvre. L'Unicef soutient le PEV afin d'atteindre les communautés dans tout le pays avec les doses Moderna.

Blandine Lusimana

BIODIVERSITÉ

Eve Bazaïba participe au symposium sur les forêts tropicales

Les assises se déroulent à Berlin, en Allemagne, et permettront d'engager des discussions concertées sur le plan international, pour adopter un cahier des charges commun à défendre lors des conférences sur le climat et la biodiversité.

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD) prend part, du 7 au 8 septembre, au symposium sur les forêts tropicales organisé à Berlin. Elle y a été invitée par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement.

Durant deux jours, les ministres chargés de l'Environnement, des responsables politiques et décideurs du Parlement allemand, des organisations de la coopération internationale et du développement, de l'industrie locale ainsi que des organisations de la société civile vont échanger et discuter sur la nécessité de la préservation des forêts tropicales.

Ces assises, note-t-on, ont le mérite d'engager des discussions concertées sur le plan international, pour adopter un cahier des charges commun à défendre lors des conférences sur le climat et la biodiversité prévues à Glasgow, en Ecosse, et à Kunming, en Chine. Ce symposium sur les forêts tropicales prévoit des exposés, des débats sur les approches efficaces de la préservation et de la



La vice- Première ministre Eve Bazaïba

protection des forêts tropicales. Il est, par ailleurs, rappelé que les forêts du Bassin du Congo constituent des puits importants de carbone qui doivent bénéficier d'une part importante des fonds destinés au climat et à la biodiversité. Pour Eve Bazaïba, le Bassin du Congo devra recevoir une attention particulière lors de ces deux importantes rencontres, en vue de lutter contre la déforestation.

La VPM-MEDD note l'urgence d'un accord équitable entre les pays forestiers tropicaux et la communauté internationale. Pour elle, un impératif s'impose aux pays du Bassin du Congo, celui d'améliorer leur gouvernance forestière afin de créer des conditions pour pouvoir gérer des parts importantes des budgets internationaux pour le climat et la biodiversité. Avant ces travaux, Eve Bazaïba a participé au dîner de haut niveau portant sur l'échange au sujet de la préservation des forêts du Bassin du Congo, aux côtés du facilitateur du partenariat pour les forêts de ce bassin, Christian Ruck, et des représentants de haut niveau des pays donateurs du secteur forestier.

Lucien Dianzenza

KONGO CENTRAL

Le dossier Atou Matubuana définitivement clos

Le vice-gouverneur Justin Luemba devrait assurer l'intérim du gouverneur en attendant l'organisation des élections dans plus ou moins un mois.

Au cours d'un échange avec le caucus des députés nationaux du Kongo central, le 6 septembre, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Daniel Asele Okito wa Koy, a mis un terme à la confusion entretenue sur le dossier du gouverneur Atou Matubuana. Il a confirmé que le Kongo central fait également partie des quatorze provinces concernées par l'organisation prochaine de l'élection des gouverneurs.

Selon le député César Fuané, élu de Tshela, la décision du vice-Premier ministre Daniel Asele a l'avantage de clore définitivement le dossier litigieux de la province côtière. « Le litige du Kongo central est désormais clos »,

a-t-il dit, rappelant de surcroît que le gouverneur Atou Matubuana était sous le coup d'une décision de l'Assemblée provinciale. Le Vice-Premier ministre, a-t-il ajouté, n'a fait qu'appliquer la loi.

Pour le député Pierre Nsumbu Muntu Kalavo, le chapitre Matubuana étant tourné, cela augure un nouveau départ pour l'émergence de la province du Kongo central et rencontre ainsi les attentes de tous les Né-Kongo. Il ressort de ces échanges que le vice-gouverneur Justin Luemba devrait assurer l'intérim du gouverneur en attendant l'organisation des élections dans un délai de plus ou moins un mois.

Cependant, pour préserver un climat de paix dans cette province, le caucus des députés nationaux en appelle à



Atou Matubuana

l'unité de la province et refuse tout triomphalisme. L'annonce du vice-Premier ministre et ministre de l'In-

térieur vient dissiper le malentendu entretenu depuis la fin du mois d'août dernier sur le dossier concernant

l'organisation de l'élection de gouverneur au Kongo central.

Jules Tambwe Itagali

APPRENDRE PAR LE JEU

« La marelle cité jardins » présentée aux enfants de Montpellier

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'alphabétisation, le 8 septembre, l'artiste créateur Jean Paul Wabotaï présentera aux enfants de la ville française « La marelle cité jardins ».

La marelle Alphabet est un outil pédagogique et ludique qui s'adresse aux enfants, petits et grands. Projet d'alphabétisation en France, « La marelle cité jardins » est un message fort de l'éducation pour le climat, a indiqué le président de l'association Un million d'arbres. Dans ce cadre, l'artiste créateur, Jean Paul Wabotaï, présentera cette marelle aux enfants de la ville de Montpellier. A travers ce jeu, chaque lettre présente un arbre.

Comment jouer la marelle Alphabet ?

Pour deux joueurs ou plus, le but du jeu est de terminer le parcours complet. Le joueur saute à cloche-pied dans les cases simples et pose un pied dans chaque case pour les cases doubles. Première formule : dans chaque case, le joueur nomme la lettre correspondante. Deuxième formule : dans chaque case, le joueur



Jean Paul Wabotaï préparant la marelle Alphabet/DR

nomme la lettre et un mot commençant par cette lettre. Troisième formule : le joueur nomme la lettre et l'associe à un mot commençant par cette lettre sur le thème des plantes. Pour réussir, le joueur ne doit pas toucher les lignes avec ses pieds ni perdre l'équilibre, ni se tromper au niveau des lettres et des mots. Si c'est le cas, le joueur s'arrête et laisse sa place au suivant. Si ce joueur s'arrête à son tour, le premier joueur reprend là où il s'était arrêté. Le gagnant est celui qui réussit l'ensemble du parcours. Dans tous les cas, il est possible de laisser chaque joueur terminer son parcours. Quelques autres exemples de thèmes de jeux : la géographie (trouver les noms des pays ou des villes de France ou du monde), les fleurs, les fruits, les animaux. Les thèmes se multiplient à l'infini...

Notons que la méthode Alphabet Africa a été créée

dans le but de favoriser l'éducation informelle auprès du peuple africain et de contribuer au développement du continent. Elle a pour objectif de mémoriser les vingt-six lettres de l'alphabet. « Avec le soutien de Jean Paul Pigasse et Les Dépêches de Brazzaville, nous avons réussi le challenge et la méthode éducative Alphabet Africa a été placée dans la carte géographique des innovations du 21^e siècle par l'Unicef. Je rends un grand hommage à Jean-Paul Pigasse, pour son soutien depuis la création de ce projet qui traverse les frontières du monde », a déclaré Jean Paul Wabotaï.

La prochaine étape sera le lancement de la quatrième édition du festival Alphabet Africa, dans le cadre des Jeux de la francophonie, du 8 juillet au 8 septembre 2022. L'objectif étant de faire le tour de vingt et un pays francophones.

Bruno Okokana



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



EDUCATION

Le village Tchivala bientôt doté d'une école primaire

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, député de la deuxième circonscription électorale de Mvouti dans le département du Kouilou, a posé le 4 septembre la première pierre pour la construction d'une école primaire au village Tchivala.

Ce geste a été effectué lors d'une descente parlementaire qu'il a effectuée du 4 au 5 septembre dans quelques villages de sa circonscription électorale.

Depuis des années, la population du village Tchivala situé dans la forêt du Mayombe, n'a cessé de solliciter auprès des autorités compétentes, l'ouverture d'une école primaire afin de permettre aux enfants d'étudier dans la localité.

L'élu de Mvouti 2, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou avait pris l'engagement de construire sur fonds propres le bâtiment qui va abriter la future école primaire. Le bâtiment sera érigé en matériaux durables en deux mois.

« Après le pain, l'éducation est le premier besoin de la jeunesse. C'est pourquoi, ce qui touche à l'éducation me tient à cœur. S'il n'y a pas eu d'école avec des bâtiments répondant aux normes exigées, aucun d'entre nous n'au-



Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou posant la première pierre DR

rait vu la lumière. Ce que nous pouvons faire pour nos enfants de Tchivala en particulier et de Mvouti 2 en général, c'est de jouer notre partition en leur permettant d'apprendre dans des conditions décentes », a indiqué Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou.

Il s'est dit heureux de poser la première pierre des travaux de l'école primaire

de Tchivala, symbole fort, à l'heure où chacun sait combien l'école est importante et surtout essentielle.

« Cette première pierre symbolise l'attention qu'accordent les cadres à la jeunesse qui a besoin d'une bonne éducation. Les conditions et la qualité du travail éducatif sont en effet, les priorités du gouvernement et du ministre de l'Enseignement

primaire et secondaire, car c'est à l'école primaire que se joue l'avenir de nos enfants. L'école c'est l'apprentissage de la diversité, le lieu où l'on apprend l'esprit de partage, qui est au fondement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion sociale » a ajouté l'élu de Mvouti 2.

Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a invité ses mandants à maintenir

l'engouement politique exprimé lors de l'élection présidentielle de mars dernier pour donner la majorité des députés et des conseillers locaux au Parti congolais du travail lors des élections législatives et locales en 2022. Il a exhorté la population à vivre dans la cohésion et la solidarité en vue de maintenir la paix et l'unité. Un appel a été aussi lancé pour le respect des gestes barrières contre la pandémie de Covid-19.

Signalons qu'outre le village Tchivala, l'élu de la deuxième circonscription de Mvouti s'est rendu également aux villages Bilala, Nkougni, Yanga et Bilinga où les populations l'ont accueilli dans la liesse. Le message de fidélité au Parti congolais du travail (PCT) et l'engagement pour une victoire écrasante aux prochaines consultations électorales de juillet 2022 ont été au centre des échanges avec les populations.

Hervé Brice Mampouya

COUPE DU MONDE 2023 DE RUGBY

Les éliminatoires africains en juillet 2022

Le troisième et dernier tour des qualifications de la zone Afrique pour la Coupe du monde 2023 de rugby aura lieu en France en juillet 2022, a indiqué mardi le directeur général du comité d'organisation Claude Atcher. « Le comité d'organisation France-2023 a proposé à Rugby Afrique, qui a accepté, d'accueillir le tournoi final de qualification des huit équipes africaines en juillet 2022. La place Afrique 1, le premier qualifié africain pour la Coupe du monde de rugby, se jouera donc en France ».

Au total, sept rencontres sont programmées avec un mini-tournoi à huit, qui débute au stade des quarts de finale : Namibie-Burkina Faso, Zimbabwe-Côte d'Ivoire, Sénégal-Algérie et Ouganda-Kenya.

Le vainqueur de la compétition se retrouvera dans la poule A, avec la France, la Nouvelle-Zélande, l'Italie et une dernière équipe issue des éliminatoires nord-américains.

Treize des vingt équipes qualifiées pour le Mondial-2023 en France, du 8 septembre au 28 octobre, sont déjà connues : l'Afrique du Sud, championne du monde en titre, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les Fidji, les Samoa, l'Argentine, la France, l'Ecosse, le pays de Galles, l'Angleterre, l'Italie et l'Irlande.

AFP

MUSIQUE

Kaly Djatou continue d'égayer le public en France

Résidant depuis près de cinq ans en France où il poursuit ses soins après son accident cardio-vasculaire, l'artiste musicien Kaly Djatou, plus connu sous le pseudonyme de « Premier salaire », s'adonne toujours à la musique. Régulièrement, il anime des soirées à chaque invitation.

Muni de sa guitare acoustique, Kaly Djatou a renoué avec la scène en 2018 en France. C'est le comédien Georges Mboussi, élu local à Angers, qui l'a invité pour la première fois lors d'une manifestation culturelle. Puis Jorus Mabilia, un conteur installé à Marseille, lui a accordé l'hospitalité la même année pour animer une soirée culturelle dans la ville avant de clôturer l'année par un concert organisé par les infirmières du centre de dialyse où il prend ses soins chaque semaine.

En 2019, Kaly Djatou, invité par le couple Charles Koumba, a fait une prestation mémorable au cours de laquelle il a connu Ladis Arcade, un jeune musicien congolais vivant en France. Ensemble, ils ont mis en exécution le projet d'enregistrement de la chanson « Mama ni mama kua » et de son clip sorti il y a peu. Sur invitation d'un frère prêtre vivant à Longuyon, Kaly djatou a égayé avec sa guitare les fidèles de la paroisse de cette commune.

En mai 2019, il est invité à la Nuit du Pool avant de prêter lors du festival Couleurs africaines de la ville de Nantes. Cette année faste a été aus-



Le musicien Kaly Djatou avec un de ses amis dans un studio d'enregistrement en France DR

si marquée par plusieurs prestations avec le Groupe musical Les Bossembo dirigé par le frère du musicien congolais Zao.

A plusieurs reprises, il a été invité par la Radio Caraïb Nancy accompagné des deux musiciens français, sans oublier les nombreuses invitations reçues de l'ONG Secours catholique Toulouse pour des prestations diverses. En mars 2020, Kaly Djatou a rejoint un ami à Rennes pour l'enre-

gistement de la chanson « Premier salaire » remixée, un tube des années 80 au Congo. Après l'interruption des activités due à la covid-19, il a repris l'enregistrement des chansons Marlène Loubaki, Zoubakela et Marie France et a enregistré avec un ancien musicien de l'orchestre Afrisa International de Tabu Ley. Actuellement, il est en studio pour la finition des deux titres avec des musiciens cubains.

H.B.M.

SCIENCES

Éliminer les déchets d'hydrocarbures pour mieux protéger l'environnement

La ministre chargée de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, a effectué une descente au bio-centre Marino-Raimondi de Green services pour s'assurer que le traitement des déchets ne porte pas préjudice à l'environnement.

« En matière de recherche appliquée, le Congo joue pleinement sa partition dans la gestion écologique et rationnelle des déchets pour mieux protéger l'environnement et contribuer efficacement à la lutte contre les bouleversements climatiques », a indiqué la ministre Edith Delphine Emmanuel, à l'issue de la visite du bio-centre de Green Services situé à Tandou Mboma, dans le district de Tchamba Nzassi, département de Pointe-Noire.

Ce centre est, en effet, spécialisé dans le traitement des boues de forage pétrolier. La technique utilisée évite les enfouissements et les incinérations. Toutes les boues hydrocarbonées sont détruites par un procédé qui les rend complètement dépolluées puis transformées en fertilisants biologiques et efficaces. Le travail se fait en partenariat avec l'Institut national



Explication de la procédure de gestion des déchets d'hydrocarbures

de recherche en sciences exactes et naturelles.

Selon le directeur général Della Corte, les quatorze bassins sont constitués d'eau,

« En matière de recherche appliquée, le Congo joue pleinement sa partition dans la gestion écologique et rationnelle des déchets pour mieux protéger l'environnement et contribuer efficacement à la lutte contre les bouleversements climatiques »

de la mélasse et de quelques bactéries qui produisent des fertilisants utiles au développement agricole qui est la clé de voûte de l'action du gouvernement durant le quinquennat en cours. Il convient de souligner que dans la zone de Tchamba-Nzassi, le sol n'est pas riche. Ces fertilisants permettent donc de l'enrichir afin d'améliorer la production agricole. Aussi la responsabilité sociétale a-t-elle poussé la structure à se doter, entre autres, d'une infirmerie et d'un forage avec fontaines ouvertes à la population.

La ministre chargée de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique a souhaité que la collaboration entre Green Services et l'Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles se pérennise dans les domaines de la formation aux traitements écologiques des déchets.

Rominique Makaya

PARUTION

« L'héritage du temps » de Cardolin Batou

Paru à Abis éditions, l'ouvrage de soixante-quinze pages est une œuvre poétique constituée de vingt-neuf textes. L'auteur pointe du doigt les tares de la société africaine.

Le silence, Le cri d'une larme, A qui la faute, L'Afrique au paradis, Le monde au menu, Ami du monde, Dakar Ngor Gorée, Dans ma chair, Le xénophobe, Fleuve Congo, Je viendrai chez vous, La dette du roi, Le dernier esclave, Mon ami blanc, La rue, L'ange de l'Archipel, Le cafard, La rencontre, Le code de la vie, Femme, La louve, Fils, Mon voisin, Où êtes-vous, La visite, Mère, Ndeye Souna, Vœux, Ma raison, ce sont des textes qui composent le recueil de poèmes. Dans cet ouvrage, l'auteur parvient, à travers un mûrissement social, à pointer du doigt les tares de la société africaine. Un vécu qu'il restitue dans un élan engagé et réparateur. Cependant, cette souffrance décriée laisse des moments de douceurs intenses qui marquent son attachement à ses racines. Des vers qui incitent et poussent à découvrir ces espaces explorés. « Je porte une blessure qui ne cicatrise pas. L'identité harcelée ; L'équité bannie ; Je doute de l'empathie ; Le temps m'a tout dit ; Le parfait se défait ; Défiant la loi de l'absolu ; Dieu

s'inquiète... », écrit l'auteur. Préfaçant en premier le recueil de poèmes de Cardolin Batou, le Pr Mamadou Dramé, de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, a indiqué que pour arriver à écrire un recueil dont la qualité de l'écriture n'est pas à démontrer, l'auteur s'est mis à l'ouvrage au sens étymologique du terme. Il a pris le temps de se donner les moyens d'avoir une parfaite maîtrise des techniques poétiques, surtout concernant la poésie libre qui a été adoptée comme style. Il y a beaucoup d'images, de figures de rhétorique (anaphore, anadiplose, métaphore, ...) et un habile jeu sur les sonorités qui démontre d'une recherche pertinente de l'harmonie qui pourrait faire ressortir ce que ressent le poète. « Tout au long des textes qu'il nous sert, on note l'absence de ponctuation qui pourrait être interprétée comme une sorte de révolte », a-t-il souligné.

Dans la préface II, Me Boukounta Diallo, avocat à la Cour de justice au Sénégal, estime que lorsque la politique peine à pouvoir inoculer

aux Africains le sérum d'un véritable changement de mentalités et de paradigme, le poète Cardolin Batou, à travers son recueil de poèmes illustratifs et complet, propose et oriente l'Afrique vers son destin et lui montre tel un miroir son visage naturel et contrasté des jours actuels. « A nous Africains, cette œuvre nous réconcilie avec nous-mêmes, le continent et le reste du monde. En d'autres termes, il nous replace à l'origine, au cœur et à la fin de notre univers sans aucune prétention excessive. Elle nous invite simplement à ouvrir notre cœur; nos yeux et notre esprit sur le mal et le beau qui cohabitent au quotidien avec nous et qu'on feint par ignorance ou par inadvertance de voir en face. Peut-être que nos âmes ne nous servent plus de boussole. Le poète part à la conquête des espaces violés dans notre vie de tous les jours », écrit Me Boukounta Diallo, avocat à la Cour de justice au Sénégal.

Pour Cardolin Batou, depuis longtemps, il voulait toujours ressortir



Cardolin Batou

ses expériences de la vie quotidienne. « L'héritage du temps c'est ce que nous avons hérité avant nos indépendances, depuis nos indépendances, depuis la création des religions, de nos cultures jusqu'à aujourd'hui. Le monde ne vit pas bien. Alors qu'on est créé pour vivre mieux, vivre le bien, vivre la bonté. L'héritage du temps c'est donc un cri, une souffrance décriée. J'ai beaucoup pleuré aussi dans ma vie. Ce livre je l'ai écrit en quinze ans », a expliqué l'auteur.

Dans le texte « Le silence », il écrit : Le silence parle, Le silence écoute, Le silence aime, Le silence voit, Le silence enseigne, Le silence donne, Le silence prend, Le silence confesse, Le silence est un homme, Le silence est une femme, Le silence

est un miroir, Le silence est un droit, Le silence est un riche, Le silence est un savoir, ... Avant d'ajouter en étant silencieux. Parlant du texte « Dakar Ngor Gorée », Cardolin Batou, dit que Dakar c'est sa ville d'adoption et le Sénégal son deuxième pays, celui qui l'a tout appris, qui l'a consolé, qui l'a élevé. Si le Congo c'est sa mère, le Sénégal c'est aussi sa mère. Congolais d'origine, il vit au Sénégal depuis 21 ans et y a acquis les habitudes. Né au Congo-Brazzaville, Cardolin Batou vit au Sénégal avec sa famille depuis plusieurs années et dirige une société immobilière à Dakar. Il lance un message que voici aux Congolais : unité-travail-progrès. Aux sénégalais : un peuple, un but, une foi. Et aux Africains, l'Union.

Bruno Okokana